

DÉLIBÉRATION n°2022-03
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 9 mars 2022

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 5 janvier 2022

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, en particulier l'article 23-1 du règlement intérieur tel
qu'adopté par la délibération 2016-25 du 23 mai 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 5 janvier 2022 est
adopté.

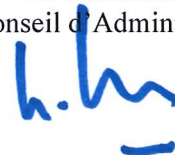
Membres en exercice : 29 membres
Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :
Abstention :
Contre :
Pour : 20

Délibération : adoptée. refusée.

9 mars 2022

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait : <i>Compte-rendu du conseil d'administration du 5 janvier 2022 (8 pages)</i>
Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Présents

- (1) M. Yann Lejolivet, Président du Conseil d'administration
- (2) M. David Alis
- (3) M. Alexandre Brailowski
- (4) M. Vincent Denby-Wilkes
- (5) M. Olivier David
- (6) M. Vincent Valentin
- (7) M. Romain Pasquier
- (8) M. Thibault Tellier
- (9) M. Emmanuel Couet
- (10) M. Gil Desmoulin
- (11) Mme Marta Iglesias
- (12) M. Aurélien Drevet
- (13) M. Cleden Le Bras
- (14) Mme Emma Theobald
- (15) Mme Morgane Arzul
- (16) Mme Elisa Gicquiaud
- (17) Mme Anna-Luiza Flores Dias
- (18) Mme Nathalie Pruchon

Représentés

- (19) Mme Nathalie Colin
- (20) M. Jean-Luc Chenut

Membres ayant voix consultative

M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
Mme Isabelle Pellerin
M. Augustin Berne
M. M'Hamed Drissi
Mme Léa Levasseur

Invités

- (21) Mme Pauline Cardot
- (22) M. Guillaume Julien
- (23) Mme Cyrielle Leclerc
- (24) M. Alan Leroux
- (25) M. Sebastien Chable
- (26) M. Gatepaille

M. Lejolivet, Président du Conseil d'administration, donne lecture des différentes procurations.

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
Mme Marie-Laure Collet	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
Mme Armelle De Guibert	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Nicolas Escach	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
Mme Claire Toupin-Guyot	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias
Mme Adeline Thobie	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin

En préambule, M. Lejolivet adresser ses vœux de santé à tous les participants et à leurs proches. Il est à espérer que la situation reviendra graduellement çà la normale sans allers-retours afin que les mois à venir puissent être abordés sereinement.

Il est procédé à l'appel.

1. Mandat donné au Directeur de Sciences Po Rennes de participer aux travaux relatifs à la création d'un Établissement Public Expérimental sur le site de Rennes

M. Lejolivet indique qu'il n'a pas été souhaitable qu'un sujet aussi important que celui-là soit traité à l'occasion d'une séance ordinaire du Conseil d'Administration dont les ordres du jour sont généralement assez chargés. C'est ce qui justifie la tenue de la présente réunion extraordinaire au cours de laquelle Pablo Diaz reviendra sur le contexte du projet et évoquera les raisons pour lesquelles l'établissement envisage d'entrer dans le dispositif de négociation lancé à horizon du mois de juin. Il sera ensuite temps d'échanger sur l'entendue du mandat qui sera donné au directeur pour négocier dans le cadre de ce projet.

M. Diaz souhaite une bonne année 2022, qui sera riche en événements pour le site universitaire du territoire rennais et en élections (présidentielles et législatives) pour la France. L'Institut d'Études politiques est toujours positionné de manière assez importante dans les débats.

Cette année démarre également avec la 5^e vague de la pandémie qui oblige à prendre des mesures restrictives par rapport à la vie de l'établissement, notamment les moments de convivialité. M. Diaz forme le vœu de pouvoir gérer au mieux cette situation afin que l'année 2022 ne finisse pas comme elle a commencé et qu'elle permette de porter tous les projets de la Direction de l'établissement et les projets étudiants dans les meilleures conditions.

Un document est partagé à l'écran.

M. Diaz rappelle que les Conseils d'Administration du mois de juin de tous les établissements avaient voté la transformation du projet UNIR en une convention de coordination territoriale. À cette occasion, l'instance s'était donné comme cible la création d'un Établissement Public Expérimental. L'objectif est de construire sur le site rennais une grande université internationalement reconnue pour son excellence disciplinaire et interdisciplinaire tout en développant les atouts et la singularité des établissements qui la composent sur la base d'un projet coopératif et partagé. Cet EPE permettra d'encourager les synergies entre tous les acteurs dans un écosystème afin de :

- faire fructifier les biens communs du territoire et développer ses atouts en matière de recherche et de formation ;
- consolider son ancrage international ;
- amplifier la dynamique d'innovation au profit des acteurs socio-économiques ;
- assurer l'inclusion et prendre à bras le corps le flux des transitions.

La 1^{re} étape de ce processus a été de transformer le projet UNIR en une convention. L'arrêté ministériel portant approbation de cette convention a été publié le 17 décembre 2021. La 2^e étape est la conclusion d'un contrat de site 2022-2027 en même temps que l'élaboration des statuts du futur établissement public expérimental. L'adoption de cette structuration juridique permet de lancer la négociation du contrat de site qui devra proposer la future structuration. La 3^e étape, en janvier 2023, verra la création de l'EPE.

La consultation du Conseil d'Administration de Sciences Po Rennes sera suivie, en mars-avril 2022, d'un point d'étape sur la présentation du pré-projet des statuts pour voir la position de chaque établissement dans le cadre de la réflexion collective sur les statuts. Fin juin-début juillet 2022 verra le vote des projets de statuts par les Conseils d'Administration des établissements concernés. L'avis du CNESER sur les statuts sera rendu en été-automne 2022. La date souhaitée de création de l'établissement public expérimental est prévue en janvier 2023.

Le calendrier a été raccourci pour faire converger la création de l'EPE, les accréditations, la contractualisation et les élections faites dans différents établissements de l'Université de Rennes.

Les chantiers à mener dans le cadre de cette expérimentation, conformément à l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018, concernent les nouveaux modes de fonctionnement, les nouvelles modalités d'intégration en matière de gouvernance, les statuts des établissements, la délivrance des diplômes, les publications scientifiques, la politique budgétaire, les questions RH, les relations internationales. Le souhait de chacun des établissements est de participer pleinement à cette expérimentation, qui peut aller jusqu'en 2028.

D'ici le mois de juin, le travail à mener porte sur les différents statuts des établissements. Seront à définir les relations avec les organismes nationaux de recherche, les secteurs disciplinaires de l'EPE à même de respecter les forces disciplinaires en présence sur le site rennais entre les sciences dures et les SHS, les principes de la gouvernance de l'EPE, les modalités d'exercice des compétences. Ce travail sera possible si le Conseil d'Administration donne mandat au directeur pour s'engager dans ce projet en tant qu'établissement-composante.

La volonté de Sciences Po Rennes, avec ses particularités et ses spécificités, est de contribuer, sur le site rennais, à un projet collectif qui soit en capacité de relever les défis d'un monde en transition. L'enjeu a donc trait au projet porté et à la place de Sciences Po Rennes dans cette dynamique territoriale.

Pour Sciences Po Rennes, les conditions de réussite de ce projet sont de trois ordres :

- pouvoir conserver sa caractéristique qui se matérialise par son agilité, sa capacité à innover, son autonomie et son indépendance ;
- conserver les prérogatives d'un établissement-composante : gérer ses ressources propres, définir le profil, recruter et affecter la gestion des enseignants-chercheurs et des personnels administratifs et techniques, conserver sa capacité de contractualiser directement avec les partenaires publics et privés nationaux et internationaux, délivrer des diplômes propres sous sa responsabilité, rester co-tutelle du laboratoire de recherche, être doté de ses propres instances représentatives du personnel. L'intégration de Sciences Po dans le futur EPE doit permettre :
 - o de consolider sa stratégie de développement afin de jouer pleinement son rôle d'IEP avec l'objectif d'intégrer à terme 1 800 étudiants en approfondissant la démocratisation ;
 - o de conforter Sciences Po Rennes dans sa volonté de porter avec exigence et ouverture d'esprit le champ des Sciences Humaines et Sociales afin de mieux appréhender un moment de transition pour devenir, dans cet EPE, le chef de file d'un pôle d'excellence à la fois dans le domaine des politiques publiques et de la préparation aux concours administratifs.
- des statuts qui garantissent l'autonomie : le projet de développement au sein de l'EPE ne peut s'opérer sans moyens publics substantiels à la hauteur des enjeux (postes statutaires et des locaux supplémentaires).

M. Lejolviet ajoute que la philosophie de la délibération proposée traduit l'opportunité que représente le projet du site universitaire rennais, qui est une nécessité. L'enjeu n'est pas une querelle de prérogatives, de puissance ou d'indépendance. Il est de garder la pleine autonomie de conduire l'ambitieux projet de Sciences Po Rennes de devenir « Sciences Po Bretagne ».

La délibération soumise au Conseil d'Administration donne mandat au directeur pour faire de Sciences Po Rennes un partenaire actif, pleinement et positivement engagé, dans le projet du site universitaire rennais.

Un intervenant demande si un Conseil d'Administration indépendant des écoles est prévu pour gérer cet EPE.

M. Diaz répond qu'un des chantiers à conduire jusqu'au mois juin concerne la gouvernance de l'EPE. Ce dernier comptera en effet un Conseil académique et un directoire composé de représentants d'étudiants, de représentants du personnel et de représentants des enseignants. Cette démocratie universitaire est un volet important qui reste à définir.

Un intervenant demande s'il existe déjà des exemples de projet pouvant être menés concrètement par l'EPE. L'expression « appréhender les transitions », par exemple, s'avère peu claire.

M. Diaz explique que la force d'un regroupement territorial avec plusieurs établissements est qu'elle donne la capacité de répondre, de manière beaucoup plus pertinente, à des appels à projets transdisciplinaires sur des thématiques telle que la question du numérique, la santé, la transition écologique. La force de frappe scientifique est beaucoup plus forte.

M. Pasquier indique que cet EPE est l'énième version d'un site qui ne parvient pas à se réformer. La réponse française pour peser dans les classements internationaux a été de fusionner des universités relativement faibles. Le fait est que le système français compte des écoles, qui sont mieux dotées financièrement. Depuis 10 ou 15 ans, à peu près tous les sites ou grands sites français ont fusionné ou se sont fortement rapprochés à l'exception de Rennes. M. Pasquier estime que Sciences Po Rennes peut sans doute s'engager dans cette dynamique, mais avec prudence et réalisme. Il faut en effet tenir compte des 20 ans d'échec tout en ayant à l'esprit que ce rapprochement organisationnel doit être un levier de développement pour Sciences Po Rennes. Il convient d'en faire un deal gagnant-gagnant.

Une intervenante souhaiterait savoir si les autres universités partenaires disposent d'antennes ou de campus sur des sites autres que celui rennais.

M. Diaz répond par l'affirmative. Rennes 1 et Rennes 2 ont des sites respectivement à Saint-Malo, à Saint-Brieuc, etc.

M. Alis ajoute que l'université européenne compte des sites en Allemagne et en Hongrie. Des campus sont également délocalisés en **Chine**. Une délégation s'est par ailleurs rendue en Irlande. Une autre, dirigée par le vice-président, a été en Écosse. Ces actions témoignent de la volonté de rayonner en Europe et à l'international en droite ligne avec la stratégie qui a permis la création du centre de mobilité internationale.

M. Lebras déclare qu'il est important que Sciences Po Rennes conserve sa personnalité juridique et morale. Il salue également l'ambition d'obtention de moyens financiers et de locaux qui répond à certaines revendications des étudiants. Cela dit, ces derniers rejettent toutes les structures de type EPE, où qu'elles se trouvent, compte tenu de leur caractère expérimental qui consiste, avec ces mandats, à donner un blanc-seing aux directeurs et présidents/présidentes d'universités pour agir et se concerter sur de nouvelles structurations sans garanties démocratiques pour les étudiants/étudiantes et les personnels concernés. À cela s'ajoute le risque potentiel de sortir du code de l'éducation à terme.

De plus, l'existence de cet EPE est un déni de l'avis consultatif rendu par le CNESER, ce qui ne rassure pas. Aucune garantie n'est non plus donnée quant aux frais d'inscription, la teneur des filières, les conditions d'études, la démocratisation, en dépit des intentions affichées. Il a par ailleurs été soulevé la crainte d'une future université de Rennes à deux vitesses avec un risque élitiste largement souligné par les syndicats de professeurs ; tout cela pour participer à la course aux classements internationaux. Or, l'essentiel a trait à la qualité des études et des services publics. Le fait que l'EPE se prévoit au service des acteurs socio-économiques ne lève pas les craintes que l'économie du privé fasse ingérence dans l'enseignement supérieur et la recherche publique au détriment des missions de service public. S'il doit y avoir une Université de Rennes, elle devra être libre, gratuite et émancipatrice et ne se fera pas sans les étudiants/étudiantes ni les personnels.

M. Drevet salue le projet, qui témoigne d'une réelle volonté d'évoluer de Sciences Po Rennes. La démarche peut être une opportunité dès lors que les étudiants continuent à avoir un poids dans la décision d'acceptation (ou non) des statuts de l'EPE.

M. Diaz rappelle que la délibération du jour vise à mandater le directeur pour travailler les futurs statuts sur lesquels les administrateurs voteront au mois de juin. La démocratie sera donc totalement respectée. Sciences Po Rennes conserve sa personnalité morale et juridique et le Conseil d'Administration continuera à adopter les délibérations de l'IEP dans les prochaines années.

M. David déclare que la Région Bretagne et Rennes Métropole ont tenu, depuis le début du processus, une position concertée sur ce projet. Les collectivités réitèrent leur soutien au processus de structuration du site rennais qui a donné lieu à plusieurs tentatives par le passé. En effet, dès 2008, les collectivités avaient témoigné de l'intérêt porté à ces projets de rapprochement en y voyant une capacité à générer de l'hybridation, de la pluridisciplinarité, de l'innovation tant au niveau des formations que de la recherche.

Ce type de projets nécessite plusieurs étapes compte tenu de la complexité de mise en œuvre, qui n'est pas exclusive au site rennais. Lyon, Toulouse et bien d'autres sites sont confrontés aux mêmes difficultés. Fort heureusement, depuis 2017, grâce à la coopération active des établissements membres du projet UNIR, de réelles avancées ont été notées sur le site rennais avec des résultats tangibles en termes de visibilité.

M. David se dit convaincu que ce processus, qui conduira à plus forte intégration des établissements, contribuera à la meilleure visibilité du site et de la Région Bretagne et à faire valoir ses forces académiques et scientifiques à l'échelle régionale, nationale et internationale. Les collectivités sont donc favorables à la proposition de délibération soumise au Conseil d'Administration.

M. Lejolviet donne lecture du projet de délibération.

La délibération n°2022-01 est soumise au vote.

*La délibération n°2022-01 est adoptée à la majorité des votants par **XX** voix pour et 5 voix contre.*

M. Diaz remercie les administrateurs pour ce vote et s'engage à tenir l'instance informée de l'évolution des négociations sur les statuts.

M. Lebras invite les chefs d'établissement mandatés à suivre l'initiative qui avait été proposée par plusieurs organisations étudiantes, y compris en dehors de l'IEP, de soumettre le projet au référendum des étudiants/étudiantes et des personnels du site rennais pour donner de véritables garanties démocratiques.

La prochaine réunion du Conseil d'Administration se tiendra le 9 mars 2022.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.